L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WERLEIN & Co. Rue de Chartres No 72, Entre Conti et Bienville

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 16 AOUT 1861.

G. P. WERLEIN, H. DUFOUR, H. LISBET, S. HARBY. } EDITEURS PROPRIETAIRES.

VENDREDI MATIN, 16 AOUT.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à Pemcan de ce jour

Par Franck Fernandez—Le fonds de magasin de peintures avec installations, situé rue de Chartres entre St Pierre et Jefferson.

Par S. Turpin, 40 Vieilles Lowes—Vermouth, vins, eaux, rhum, cognac, &c, &c.

Le Congrès des Etats Confédérés.

Le Congrès des Etats Confédérés a fait peu de bruit depuis le 20 juillet, jour de sa réunion à Richmond, mais il a fait beaucoup de besogne, et, jusqu'à présent, nous ne trouvons parmi les résolutions importantes qui ont été adoptées par nos représentants que des mesures à approuver.

Nos lecteurs trouveront plus loin le texte d'une décision, par laquelle le Congrès donne son adhésion aux dispositions de Congrès de Paris sur le droit international maritime, à l'exception toutefois de la troisième clause relative à l'abolition de la course. C'était tout ce que pouvaient faire nos législateurs pour prouver aux gouvernements européens leur désir de se conformer aux grands principes de droit moderne. Quant à l'abolition de la course, elle ne peut être acceptée par un pays qui n'a pas de marine de guerre. Les nécessités de sa défense l'obligent de recourir aux bâtiments de commerce pour faire la course. Dans la guerre actuelle, la Confédération, en adoptant les principes du traité relatif aux droits des neutres, donne plaine satisfaction aux puissances européennes et elle évite toute cause de malentendu ou de difficulté. C'est donc un pas de bonne politique et nous y applaudissons sans réserve.

Dans sa politique intérieure, le Congrès des Etats Confédérés a fait preuve d'une grande fermeté et il a adopté sans hésiter une série de mesures de représailles que rendait nécessaire l'attitude prise par le gouvernement des Etats-Unis à l'égard des Etats séparés.

Le acte concernant les étrangers appartenant à une nation ennemie, décide que tous les individus mâles âgés de 14 ans et au dessus, natifs, citoyens ou sujets d'une nation ou d'un gouvernement hostile, qui seront dans les limites des Etats Confédérés et n'en seront pas citoyens, seront arrêtés à être appréhendés, gardés en captivité comme ennemis étrangers. Les citoyens des Etats-Unis qui résident en ce moment dans la Confédération avec l'intention d'en devenir citoyens, et qui feront une déclaration à cet effet en reconnaissant l'autorité du gouvernement, seront exempts de l'application de la loi. Le acte ne concerne pas les citoyens du Delaware, du Maryland, du Kentucky, du Missouri, du district de Colombie et des territoires qui reconnaîtront l'autorité du gouvernement confédéré. Aussitôt après le passage de l'acte, le Président devra requérir, par une proclamation, tous les étrangers qui se trouvent dans les cas prévus, de quitter les Etats Confédérés dans le délai de 40 jours. Passé ce délai, ils seront traités comme ennemis.

L'application de cette loi délivrera le pays d'une foule de gens du Nord qui sont venus ici pour s'enrichir à nos dépens et qui trahissent le pays qui les nourrit, en entretenant avec l'ennemi des correspondances dans lesquelles ils le mettent au courant des préparatifs de défense, des mouvements de troupes et de tout ce qui peut l'aider à nous nuire. Les quelques unionistes de la Nouvelle-Angleterre que la Nouvelle-Orléans possède encore ont quarante jours pour faire leurs paquets.

Nous n'avons pas encore le texte du bill de confiscation mais nous savons qu'il porte en substance que les dons situés dans le Sud et appartenant à des citoyens des Etats-Unis, à l'exception de ceux des quatre Etats à escla-vage, seront confisqués, le produit de ces confiscations sera sans doute employé à indemniser les citoyens du Sud qui auront eu des biens confisqués au Nord, ceux dont l'assemblée a ravagé ou détruit les propriétés sur les frontières, et ceux à qui les soldats de Lincoln ont volé des nègres. Cette confiscation s'appliquera aux biens de toute nature, immeubles, créances, actions, obligations, meubles, etc.

Déjà par un acte antérieur le Congrès avait permis l'exportation des cotons par une voie autre que celle des ports de mer de la Confédération. Un bill supplémentaire étend cette permission aux cotons, mélasses et sirops, et un autre prohibitif des communications pendant toute la durée du blocus. C'est là une mesure qui pourra un peu dure peut être en présence de la tendance de M. Lincoln à rétablir les communications commerciales dans l'ouest, mais c'est une des nécessité de la guerre. Nous espérons, d'ailleurs, qu'à l'époque où la nouvelle récolte de coton arrivera sur le marché, le Missouri, et peut-être le Kentucky et le Maryland, feront partie de la Confédération et qu'il ne sera pas nécessaire de chercher des débouchés à l'étranger pour nos récoltes. Quant aux mélasses elles trouveront un écoulement facile en Angleterre.

En vue des éventualités de la guerre, le Congrès a autorisé le Président à appeler sous les armes de nouveaux volontaires et a fixé à 400,000 hommes le chiffre auquel pourront s'élever les levées nouvelles. C'était, pour ainsi dire, donner carte blanche au président qui pourra par besoin probablement d'ajouter quatre cent mille soldats à ceux qu'il a déjà pour mettre cette guerre à bonne fin. Le Congrès n'a fait mention d'un chiffre que pour répondre à la bravade de Lincoln et de ses deux chambres : c'est certain qu'un cas de besoin la Confédération n'en mettrait pas plus de 500,000 hommes, mais le président n'aura recours au zèle des citoyens que dans la limite des besoins.

L'allocation d'un million de piastres pour aider le gouverneur du Missouri à entretenir ses troupes était une mesure nécessaire, car les fédéraux, voyant qu'ils vont être bientôt chassés de cet Etat, s'empressent de faire main basse sur les espèces des banques. Siegel avant d'abandonner Springfield après sa défaite, a enlevé vingt cinq mille piastres de la banque d'Etat, et Fremont a mis toutes les banques de St Louis à contribution forcée pour 250,000.

Les gardiens de Lincoln pratiquent la maxime de Bibloquet : "avant de décamper sauvons la caisse."

Nous pensons que le Congrès restera en permanence ou ne s'ajournera que pour un temps très court, car il reste encore bien des décisions à prendre sur des sujets importants, et la marche des événements peut nécessiter l'adoption sans délai de nouvelles résolutions.

LES FACTEURS DE COTON DE CHARLESTON.—Les facteurs de coton de Charleston, suivant l'exemple de ceux de la Nouvelle-Orléans, ont adressé une circulaire aux planteurs pour les engager à garder le coton sur les habitations jusqu'à la levée du blocus.

L'EFFICACITÉ DU BLOCUS.—Le steamer confédéré *Savannah* se permet de voyager sur mer sans le moindre égard pour le blocus. Les journaux de Charleston annoncent qu'il est arrivé samedi à Charleston venant de Savannah.

Le *Courrier* de Charleston du 12 annonce également l'arrivée dans ce port du steamer *General Clinch* venant de Savannah et points intermédiaires. Il y avait deux steamers fédéraux qui bloquaient en apparence Savannah. Le Clinch a capturé un assez grand nombre de prisonniers capturé sur la barque Rowena, de Philadelphie, la goélette Mary Alice, de New York, et la barque Glen, de Terre Neuve.

DÉCISION DU CONGRÈS SUR LE DROIT MARITIME.— Le Congrès des Etats Confédérés a adopté le 8 courant une résolution importante au sujet des principes de droit maritime réglés par le Congrès de Paris de 1856. Voici le texte de cette résolution :

Attendu que l'incertitude du droit maritime, en temps de guerre, le nombre croissant des différences d'opinion entre neutres et belligérants, différences qui peuvent conséquence de sérieux malentendus et même des conflits ; et attendu que les plénipotentiaires de la Grande Bretagne, de la France, de l'Autriche, de la Prusse, de la Sardaigne, et de la Russie, au Congrès de Paris de 1856, ont établi une doctrine uniforme sur ce sujet, et ont demandé l'adhésion de toutes les nations du monde à cette doctrine qui est formulée comme suit :

1o. La course est et demeure abolie ;

2o. Le pavillon neutre couvre la marchandise de l'ennemi à l'exception de la contrebande de guerre ;

3o. Les marchandises neutres, à l'exception de la contrebande de guerre ne sont pas saisissables à capture sous le pavillon de l'ennemi.

4o. Les blocus pour être obligatoires doivent être effectifs ; c'est à dire maintenus par une force suffisante pour empêcher réellement l'accès à la côte de l'ennemi.

Et attendu qu'il est désirable que les Etats Confédérés d'Amérique prennent une position définie sur ces points aussi importants, en conséquence

Il est résolu Que le Congrès des Etats Confédérés d'Amérique accepte les vues, énoncés dans chacune de la déclaration précitée, et refuse sous adhésion à la première clause.

AVIS.

Le prix des annonces de décès, de naissances, de mariages, et de toutes autres annonces personnelles est fixé à 50 CENTS pour chaque insertion. Les annonces commerciales sont payables à raison de $1 par ligne pour la première insertion et 50 CENTS par ligne pour chaque insertion subséquente. Les annonces pour un temps déterminé sont payables d'avance. Les annonces sans indication du nombre de fois qu'elles doivent paraître seront insérées jusqu'à ordre contraire et payées en conséquence. Les annonces qui ne seront pas payées d'avance ou pour lesquelles on n'aura pas fait de convention spéciale seront payées à la fin du mois. Les annonces de naissances, de mariages et de décès sont insérées gratuitement.

Par le Télégraphe.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE.

Dépêches de l'après-midi.

Suppression de journaux à St Louis.

St-Louis, 15 août.—Le *Evening Absocration* et le *Bulletin*, journaux en faveur de la sécession, ont été supprimés.

Des visites domiciliaires ont été faites chez divers secessionistes fameux.

Cairo, 15 août.—Des éclaireurs rapportent qu'il y a 2000 confédérés à Charleston, dans le comté de Mississippi, Missouri, à six milles au sud-ouest de Scott.

Rolla, 14 août.—Le général Siegel est à 50 milles d'ici à l'ouest campé sur le Gasconade.

Vingt déserteurs avec des fugitifs sont arrivés ici. Le service des dilligences est suspendu. On craint les hostilités ici.

Nouvelles de Washington.

Washington, 15 août.—Le gouvernement est officiellement informé que le général Van Dorn est avec 1200 hommes entre El Paso et San Antonio. On croit que son but est de soulever dans le Sauce Californie.

Les colonel Farnham des sauves pompiers est mort.

La 79e régiment de New York s'est révolté ; 600 hommes ont refusé de lever leurs tentes. Le régiment a été appelé et on a fait cerner les mutinés qui ont été arrêtés. Le général Mc Clellan a enlevé au régiment son drapeau et a donné l'ordre de l'huiler tous les soldats qui désobéiront.

On va établir des camps d'instruction à New York, Harrisburg, Pittsburgh et Cincinnati.

Quatre volontaires entrent au service dès son enrôlement et sera envoyé à l'un de ces camps d'instruction du gouvernement, qui se réserve le droit de transférer les soldats d'une compagnie à une autre, et même dans un autre régiment.

L'ex gouverneur Denver a été nommé général de brigade.

Sandy-Hook, 15 août.—Les confédérés ont tué sur les avant-postes à Berlin. On n'attend à rien attaquer à la Pointe aux-Roches.

(DEPUIS MIDI.)

Défaite près Charleston, Missouri.

Nouvelle défaite des Fédéraux.

Prise d'un autre steamer.

Memphis, 15 août.—Un télégramme de Hookmans, Ky, dit qu'une bataille a eu lieu à Charleston entre les troupes du général Jeff. Thompson et celles du général Fremont, dans laquelle les fédéraux ont été repoussés avec de fortes pertes.

Deux chaloupes canonnières appartenant aux Fédéraux sont à la recherche du steamer *Eyeshire*, capturé par le capitaine James Irwin, de Cairo.

Arrestations de partisans du Sud à St Louis.

Nouveaux détails sur la bataille de Springfield.

Officiers du Sud faits prisonniers.

Addition à la liste des morts parmi les officiers fédéraux.

Prohibition du port d'armes cachées à St-Louis.

St-Louis 15.—Wm Wade, Henry N. Hart, N. Meldner, J. H. Blood et A. H. Mankins ont été arrêtés pour port d'armes secrètes.

Le marshal a lancé des mandats d'arrêt contre un grand nombre d'autres personnes supposées sympathiser avec la cause du Sud.

A la bataille livrée près de Springfield, les troupes du Sud avaient vingt et une pièces de canon, Siegel en a perdu cinq.

Le colonel Brand et un lieutenant du Sud ont été faits prisonniers.

Voici la liste additionnelle de capitaines fédéraux tués dans le combat : Mason, Brown et Sheaffer.

Blessés : Gottschalk, Swift, Gilben et Holton.

Le prévôt-marshal a lancé un ordre prohibant le port d'armes cachées, et faisant défense à tout individu de vendre ou de donner des armes sans un permis spécial. Prowales est pris.

MONTALITE—Richmond, 14 août.— Voici les noms des soldats enterrés ici depuis le 9 courant : John Gladden, du 7ème régiment de la Floride ; Bernard Thalker, du 16me régiment de la Louisiane ; Henry Fleming, des Tiger Rifles ; Albert J. Jones, du 12me régiment de l'Alabama ; J. C. Taber, du 12me régiment de l'Alabama ; Wm Goodman, du 5me Alabama ; S. Cannon, des gardes de Lafayette, de la Georgie ; F. Weeks, et W. Hampton, des 5me et 7me régiments de la Caroline du Sud.

Ces deux derniers sont morts de coups de sabre.

La température est devenue tout à fait fraîche, et les soldats vont avoir le plus grand besoin de vêtements chauds.

De Cairo.

Cairo, 15.—Le général Jeff. Thompson est en possession du Pilot Knob Railroad, et intercepte ainsi toute communication.

Les hommes du Sud sont aussi en possession de Pocahontas, Missouri, et de chemin de fer de Iron Mountain.

La question d'habeas corpus à New-York.

New York, 15.—Le juge Garrison a fait une demande spéciale pour le mise à exécution de ses writs.

Les autorités ont répondu qu'elles pourraient obtenir 1400 hommes, mais que le comité n'a pas d'artillerie et refusera pour entourer les murs du Fort Lafayette, et l'affaire en reste là.

Rapport de Washington.

Washington, 15.—On mettre que Seward a l'intention d'informer lord Lyons que les sujets anglais donnant la main aux Confédérés, en violation de la proclamation de la reine.

Maynard, de Tennessee, est arrivé ici et sauf.

Le *Star* a envoyé une dépêche démentant la mort de McCulloch.

On craint des pannes sur tous les chemins de fer aux environs de Washington.

Le porteur de dépêches, Mure, est en fort Lafayette.

L'ex-ministre Frankiner échange une correspondance au nouveau Cameron. Il est justifié présent privé de tous moyens de communications avec ses amis.

De l'Ouest de la Virginie.

MARCHE PROGRESSIVE DU GENL LEE.

Washington 15—On rapporte que le général Lee a passé la rivière Cheat en deux corps d'armée. Cinq mille hommes par le Staunton Road, et cinq mille par le Lewberg Road, à 15 milles du camp de Rosecrants.

Communiqué.

A MM. les Editeurs de l'Abeille.

Par le fait des circonstances et par ne position, la Nouvelle-Orléans est à l'heure présente un port militaire, qui a ses chantiers de construction nouvellement établis, ses fonderies et ses ateliers pour s'approvisionner, mais qui encore probablement réunis un jour et fermeront un arsenal.

Un contre les divers armements faits à Alger et le commandement du port confié à un commodore des Etats Confédérés la constituent en état de guerre. A ce point de vue il existe une grande lacune à remplir. L'Etat Mississippien qui, plus que tout autre Etat, avait pris part à la politique de l'Angleterre, se lève en masse pour s'opposer à cette loi. Des assemblées nombreuses ont lieu, partout, dans toutes les localités, arbitrairement et inconstitutionnelle, et successivement son exécution. Au Congrès, les représentants de la Nouvelle-Angleterre déclarent que les Etats au nom desquels ils siégeaient ne les ont pas nommés pour la 1re *Embargo act*, et que ces mêmes Etats se préparaient à se séparer de l'Union.

L'Angleterre persistant dans sa politique, Madison, Calhoun, Clay, Lowndes et Monroe, tous du Sud, alors au pouvoir, proclament la guerre. La guerre qui fut déclarée en 1812. Cette mesure rencontra la plus violente opposition dans le Nord, et il n'y forma un parti appelé le "parti de la paix," qui fit tout ce qu'il put pour entraver la marche du gouvernement. On parla refus de fournir son contingent d'hommes et d'argent, et deux des Etats organisèrent une armée pour leur propre défense contre le gouvernement fédéral.

Plusieurs des Etats du Nord proposèrent alors une convention qui fut séparée par l'Angleterre. La situation s'aggravant de plus en plus, ces Etats se réunirent en convention à Hartford, dans le Connecticut le 15 décembre 1814. La convention resta pendant vingt jours en session et présenta un rapport accompagné d'une suite de résolutions. L'extrait suivant de ce document nous paraît plein d'actualité :

"En cas d'intervention étrangère, dangereuse et volontaire de la Constitution fédérale, affectant la souveraineté d'un Etat ou les libertés du peuple, il est maintenant du droit même le devoir de cet Etat d'interposer son autorité pour la protection publique. Lorsqu'il se présente des cas que le pouvoir judiciaire ne peut atteindre, et que le pouvoir législatif ne peut prévenir les délais que comportent les formes judiciaires, *cet Etats n'auront pas d'arbitre commun devant être leurs propres juges et exécuter eux mêmes leurs décisions.*"

Voilà précisément le principe sur lequel on basait aujourd'hui sur les Etats confédérés. Ils ne font pas autre chose que de juger la Constitution d'après la doctrine proclamée par la première fois par les Etats du Nord.

RUSSIE.

On lit dans le *Journal de Saint-Pétersbourg* :

"Outre les nouvelles déjà insérées dans les journaux sur quelques troubles et désordres qui auraient eu lieu dernièrement, nous avons des renseignements plus circonstanciés, mais avons des renseignements plus circonstanciés, mais avons des renseignements plus circonstanciés, mais